

« Les acteurs politiques libyens doivent, par le dialogue, résoudre leurs différends et convenir de la marche à suivre. La solution doit toujours être libyenne, et non imposée de l'extérieur ».

Ricard González

ENTRETIEN AVEC LAILA BEN KHALIFA, CANDIDATE A LA PRÉSIDENTENCE LIBYENNE

Laila Ben Khalifa (Zouara, 1975) est une femme habituée à briser les barrières et les plafonds de verre dans un pays à forte tradition patriarcale comme la Libye. Il n'est donc pas surprenant que lorsqu'elle a annoncé sa candidature à la présidence libyenne, un événement sans précédent dans l'histoire de la Libye, elle ait été victime de toutes sortes de commentaires désobligeants et humiliants. Par exemple, un de ses adversaires lui a demandé en plaisantant si elle s'attendait à obtenir le moindre vote. « Quand j'ai annoncé ma candidature, j'ai vu des réactions disant que ma place est à la maison, à la cuisine. Je leur réponds "ma place est partout" », a-t-elle déclaré à Reuters, lors de l'une de ses premières interviews en tant que candidate.

Ben Khalifa n'est pas une inconnue pour l'opinion publique libyenne. Des années de travail en tant qu'activiste de la société civile pour la défense des droits des femmes, lui ont donné une grande visibilité dans les médias. Elle est notamment devenue le visage le plus visible de la campagne menée par diverses organisations féministes, pour forcer le gouvernement à respecter son

engagement d'accorder aux femmes 30 % des postes à responsabilité dans l'administration, ce qui reste à faire. Toutefois, leur représentation a augmenté, et une femme a même été nommée ministre des Affaires étrangères, un fait inédit.

Forte de son expérience de médiatrice dans les conflits familiaux et communautaires, Ben Khalifa a occupé ces dernières années divers postes dans l'administration publique, notamment aux ministères des Affaires sociales et de la Santé, ainsi qu'à l'Autorité suprême de lutte contre la corruption. De même, sa candidature est particulièrement importante parce qu'elle provient de la communauté amazighe, qui représente environ 5 à 10 % de la population, concentrée dans l'ouest du pays, dont les droits linguistiques ont traditionnellement été ignorés.

Malgré le report des élections présidentielles prévues pour le 24 décembre, qui a déclenché la énième crise politique de la turbulente période post-révolutionnaire en Libye, Ben Khalifa est restée politiquement active. Car elle n'est pas seulement candidate à la présidence, mais aussi leader du

Parti du mouvement national, une petite formation laïque et progressiste. afkar/idées s'est entretenu avec elle pour en savoir plus sur son programme politique.

Quelles sont les priorités de votre programme électoral pour la présidence libyenne ?

Je crois que la Libye a besoin de retrouver sa splendeur en tant que nation, après une période sombre. La Libye a une histoire brillante, qui témoigne de la valeur de ses citoyens et citoyennes. C'est pour que le pays retrouve cette position et pour améliorer la vie de ses habitants que j'ai pris la décision de me présenter à la présidence.

Une priorité pour une grande partie de la société libyenne est l'amélioration de la situation économique. Quelles sont vos propositions dans ce domaine ?

Résoudre la situation économique du pays n'est pas une entreprise difficile. Le problème vient de la classe politique et de son incapacité à la gérer, notamment en raison de ses pratiques de corruption. Les Libyens

et les Libyennes n'ont jamais cessé de travailler dur. Le pays dispose de nombreuses ressources naturelles, le pétrole étant la principale, mais pas la seule. Ces ressources, telles que l'agriculture et les zones de pêche, n'ont pas été suffisamment exploitées. Il en va de même pour les énergies alternatives, notamment l'énergie solaire et éolienne. Ce pays est riche en ressources, et

celles-ci devraient être utilisées pour investir dans l'amélioration des services sociaux, en particulier dans le système éducatif et de santé.

Les élections du 24 décembre ont été reportées *sine die*, mais certains acteurs politiques estiment qu'il était possible de les organiser. Quelle est votre position ?

Je pense qu'il est possible d'organiser des élections présidentielles maintenant. Plus de 2,8 millions de citoyens et citoyennes libyens se sont inscrits pour participer aux élections. Il y a un grand intérêt dans le pays à pouvoir voter et choisir ses dirigeants. Le principal problème est une classe politique désireuse de faire obstruction aux élections.



Laila Ben Khalifa, candidate aux élections présidentielles libyennes. Tripoli, novembre 2021. HAZEM TURKIA/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

L'une des principales controverses avant les élections, et l'une des raisons de leur report, était l'exclusion hypothétique de certains candidats, comme Saïf al Islam, le fils de Mouammar Kadhafi, ou le maréchal Khalifa Haftar. Pensez-vous que certains candidats devraient être exclus de la participation ?

Je ne suis pas favorable à l'exclusion d'un candidat des élections. Je pense que tous les citoyens libyens doivent avoir le droit de se présenter à la présidence, et cela vaut pour Saïf al-Islam, pour Khalifa Haftar, mais aussi pour Abdulhamid Dabeiba ou Fathi Bashagha. En tout état de cause, c'est dans les urnes que doit s'exprimer le rejet d'un candidat.

Après le report des élections, le pays est tombé dans une sorte d'impasse. Quelle est la meilleure façon de trouver une issue ?

Dialogue et négociation, toujours. La solution ne pourra jamais venir du champ de bataille, ni de l'intervention de pays ou de puissances étrangères. Tous les acteurs politiques libyens doivent s'asseoir autour d'une table et, par le dialogue, résoudre leurs différends et convenir de la marche à suivre. La solution doit toujours être libyenne, et non imposée de l'extérieur.

Que pensez-vous du fait que vous soyez la première femme à annoncer sa candidature à la présidence libyenne ?

Je pense qu'une femme présidente pourrait aider le pays à retrouver sa paix et sa stabilité. Cependant, je dis toujours que je ne suis pas seulement la candidate des femmes libyennes, je suis la candidate de tous les Libyens, y compris les hommes. Le pays a tout essayé ces dernières années. Le pays a été dirigé par des hommes libyens qui étaient en exil et sont revenus. Le gouvernement des hommes liés à l'ancien régime a également été testé.

Rien de tout cela n'a fonctionné. Il est temps d'essayer autre chose de différent, comme la présidence d'une femme.

Concrètement, que peut apporter votre candidature ?

C'est une candidature issue de la société civile, je suis avant tout une activiste sociale, donc ma candidature sert à canaliser ses aspirations.

La société civile a de nombreuses propositions pour changer la façon dont ce pays a été géré. L'une d'entre elles est le respect d'un quota de 30 % de femmes dans les postes politiques élevés, y compris les postes dits « de souveraineté ». Le gouvernement a pris un engagement mais ne l'a pas tenu, et nous devons l'exiger.

Que pensez-vous de l'évolution des droits des femmes, après la révolution et la guerre civile de 2011 ?

De manière générale, on peut dire que des progrès ont été réalisés dans le domaine des droits des femmes, au cours de la dernière décennie. Ma carrière en est un exemple. Cela ne signifie pas que ces progrès ont été faciles, il y a toujours des obstacles, à commencer par les familles elles-mêmes. L'un des aspects les plus positifs est l'émergence d'une génération de femmes jeunes, plus instruites, prêtes à participer activement dans les sphères politiques et sociales.

Certains affirment que la valeur de votre candidature repose sur sa simple existence, car votre victoire est impossible. Êtes-vous d'accord ?

Non. Lorsque vous vous présentez à une élection, vous vous présentez pour gagner, pas seulement pour participer. Je suis une personne connue dans le pays et il y a toujours des surprises dans les urnes. Je suis prête à gagner et à gouverner. Laissons les Libyens et les Libyennes décider par eux-mêmes.

Que pensez-vous du rôle joué par la communauté internationale dans la Libye d'après-guerre ?

La communauté internationale joue toujours un rôle important en soutenant la convocation d'élections, qu'elles soient présidentielles ou législatives. Cependant, jusqu'à présent, leurs efforts pour trouver une solution durable au conflit interne n'ont pas abouti. Leurs motivations ont parfois été peu claires. C'est pourquoi nous ne devons pas placer de grands espoirs dans la communauté internationale. Elle doit aider. Les Nations unies et l'Union européenne doivent être nos partenaires. Mais elles ne peuvent pas remplacer les acteurs politiques locaux. En fin de compte, la décision finale leur appartient.

Vous appartenez à la minorité amazighe, comment votre identité a-t-elle influencé votre candidature ?

Je suis très fière de mon identité amazighe, et je crois que nous devons reconnaître toutes les identités qui existent en Libye, amazighe, touareg, arabe... J'aspire à représenter tous les Libyens, qu'ils soient de l'Est, de l'Ouest, du Sud ou du Nord, et toutes les sensibilités qui existent dans le pays. Ma candidature n'est pas régionaliste. Selon mon programme, tous les Libyens et les Libyennes doivent avoir des droits égaux, fondés sur leur statut de citoyens et non sur leur appartenance à une communauté particulière. Et c'est à cette fin que je travaillerai.

Quel modèle territorial de répartition des compétences préconisez-vous ?

Le centralisme est responsable de toutes sortes de problèmes dans l'histoire de la Libye, il ne peut pas être un modèle pour l'avenir. Le modèle étatique doit être repensé en faveur d'un modèle décentralisé, avec une autonomie pour les régions, afin que toutes les compétences et tous les services ne relèvent pas d'une seule administration./

« Nous devons exiger que le quota de 30% de femmes dans les postes politiques de haut niveau, y compris ceux de souveraineté, soit respecté »